



Campagne Européenne
Droit d'asile et droit au séjour
pour
les femmes victimes de violences

Texte de l'appel : Elles ont fui des mariages forcés, l'excision pour leurs filles, des menaces de crimes d'honneur, la traite des êtres humains ou autres violences, dans des pays ou des régions où règnent des lois discriminatoires et misogynes, voir un véritable apartheid sexiste, ou des régions où aucune protection réelle n'est accordée aux femmes victimes de violences. Et pourtant, elles sont nombreuses, à n'avoir pas obtenu le droit d'asile en Europe et à vivre, sans papiers, sous la menace d'une expulsion.

Elles sont venues en Europe en croyant à des promesses d'amour, conjointe mariée de citoyens européens, pour découvrir rapidement les coups, la séquestration au domicile, parfois le viol conjugal et autres violences conjugales, physiques ou psychologiques. Fuyant les violences avant d'avoir obtenu une carte de séjour de longue durée, elles sont nombreuses aussi, à se retrouver sans papiers, sans droits, et sous la menace d'une expulsion, parfois dans un pays où on ne veut plus d'elle considérant que leur statut de femme divorcée ou séparée apporterait la « honte » sur leurs familles.

Pour obtenir le droit d'asile pour les premières ou le droit au séjour pour les secondes, les restrictions sur le droit d'asile, les réglementations de plus en plus dures contre l'immigration et la démagogie raciste et xénophobe à l'encontre des personnes immigrées, les obligent à multiplier les « preuves » des violences subies ou des menaces, comme si des documents administratifs mentionnaient des menaces de mariages forcés ou de crimes d'honneur, comme si les femmes étrangères mariées à des citoyens européens avaient subi les violences devant témoins...

Victimes à la fois des violences et de l'oppression sexistes et des législations xénophobes anti-immigrés des Etats européens, ces femmes sont soumises à une double violence inacceptable pour toute personne ayant un minimum d'humanité.

Aussi nous demandons tant aux différents chefs d'Etat, gouvernements et autres législateurs des pays européens qu'aux instances de l'Union Européenne, d'accorder un titre de séjour à toutes les femmes victimes de violences, que ces violences aient été subies dans le pays d'origine ou après leur arrivée en Europe.

Premiers signataires : **Allemagne :** Sherwin Rasekh, Berlin ; **France :** Faribeh Azar, Lyon ; Payam Azar, Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, Lyon ; Christian Cronse, University Professor of Computer Science, Strasbourg ; Sophie Boiszeau, Initiative Communiste-Ouvrière, Bressuire ; Camille Boudjak, auteur de « *Un totalitarisme contre les femmes* » ; Compagnie Jolie Môme ; Pascal Descamps, CGT ADDSEA, Besançon ; Nicolas Dessaux, auteur de « *Résistances Irakiennes* », Lille ; Jacques Jedwab, psychalyste, Marseille ; Stéphane Julien, Emancipation et Solidarité Irak, Caen ; Yadi Kohi, Initiative Communiste-Ouvrière, Lyon ; Pierre Loinod, Démocratie Communiste, Paris ; Fatima Maupin, Lyon ; Quentin Dauphiné, Emancipation ; Pascal Sepepcher, enseignant, Nice ; Tendance Intersyndicale Emancipation ; **Grande-Bretagne :** Deeyah, Music Producer and founder of organization AVA: <http://ava-projects.org/> ; ICAHK (Campagne Internationale Contre les Crimes d'Honneur); Bahram Soroush, Londres ; Maryam Namazie, Londres ; Nazan Ozgur, Londres ; **Italie :** Fabienne Michèle Melmi, L'Aquila

Pour tout contact : campaign_right_to_stay@riseup.net - (00 33) 06 76 16 78 89

Site de la campagne : <http://europeancampaignwomen.wordpress.com/>